



Note hebdo N° 23 Janvier 2010

Cette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures.

Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente.

Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables. C'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

Le stress au travail coûte 3 milliards par an.

Une estimation « à minima » des dépenses pour la collectivité effectuée en 2007.

Ces sont les dépenses liées à l'absentéisme, aux cessations d'activité et aux décès prématurés évalués par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et l'Ecole nationale des Arts et Métiers.

Un seul facteur de stress a été pris en compte : la combinaison d'une forte pression subie (tâches effectuées à cadences rapides et soumises à des échéances serrées) et une absence d'autonomie dans la réalisation du travail.

Cela ne représente qu'un tiers des cas de stress, De plus seules les maladies cardio-vasculaires, la dépression ou les troubles musculo-squelettiques ont été retenues comme pathologies découlant du stress.

Cet article du Figaro oublie de nous dire ce que coûte comme malheur et souffrance le stress pour ceux qui le subissent et que le désir des patrons de profits toujours plus élevés qui en est la cause et le responsable,

Qui a le plus privatisé ?



Une polémique a opposé 2 premiers ministres sur leurs bilans et la tenue de leurs engagements, l'actuel (François Fillon) et un ancien (Lionel Jospin) qui a trouvé « inélégant, impertinent et imprudent » son successeur qui imputait son échec de 2002 à des « engagements jamais tenus ». La discussion publique a pris un tour plus politique lorsque Fillon a affirmé : « la vérité c'est qu'en 1997, la majorité de gauche a été élue sur un programme de gauche et c'est elle qui a fait le plus de privatisations dans l'histoire de notre pays ».

Le gouvernement Jospin a effectivement été celui qui a le plus privatisé d'entreprises publiques (environ 31 milliards d'euros de recettes), c'est-à-dire a vendu au privé une partie d'une entreprise publique dans laquelle l'État passe en dessous des 50 % du capital.

La plupart de ces privatisations ont eu lieu entre 1998 et 2001 (Crédit Lyonnais, CNP, GAN...). Le gouvernement Jospin ne s'est pas contenté de cela, il a aussi ouvert au capital privé en cédant partiellement des entreprises publiques (France Télécoms, Air France, Autoroutes du Sud...).

Mais la droite, qui prône la privatisation, a beaucoup privatisé en cumulé, que ce soit le gouvernement Chirac (1986-1988), Balladur (1993-1995), Juppé (1995-1997), Raffarin et Villepin (2002-2007) ou Fillon (depuis 2007), mais sans battre le record du gouvernement Jospin, malgré les efforts de Chirac (environ 13 milliards d'euros de recettes pour l'Etat) et Balladur - Juppé (environ 26,4 milliards d'euros).

Certes, le gouvernement Jospin a souvent continué ce que les gouvernements Balladur et Juppé avaient commencé, en respectant la même base juridique, la loi de 1993, qui donne la liste des entreprises à privatiser. Une privatisation s'effectue en trois temps : un changement de statut (la Poste actuellement), une ouverture de capital où l'Etat reste majoritaire, puis devient minoritaire.

Les privatisations réalisées sous le gouvernement Jospin représentaient bien souvent la dernière étape de la politique commencée par la droite... mais aussi parfois la première étape (changement de statut) ou la deuxième (ouverture au capital).

Les faits donnent raison à Fillon : la gauche n'a pas tenu son programme puisqu'elle a appliqué celui de la droite.

Mais l'important est ailleurs : la population et les salariés concernés (notamment, de façon cruelle, ceux des télécoms aujourd'hui) souffrent de cette politique.

Jeux des devinettes

Maison de retraite... une suite dans un palace ?

Un rapport de l'Igas (Inspection générale des affaires sociales) vient de dresser un état des lieux concernant les coûts de l'hébergement en maison de retraite à la charge des résidents : de 1 500 à 5 000 euros par mois.

Quand on sait qu'une retraitée touche en moyenne 811 euros par mois et un retraité 1 410 euros, cherchez l'erreur !



Dettes publiques : qui va payer ?

La dette publique approche les 1 500 milliards d'euros, soit 77% du PIB. Pour la réduire, le gouvernement s'attaque aux dépenses, notamment par des coupes importantes dans les politiques publiques.

Du côté des recettes, les manques à gagner existent pourtant, quelques exemples : fraude fiscale... entre 30 et 40 milliards en 2007 selon le Conseil des prélèvements obligatoires, réductions d'impôts votées depuis 2000... 66 milliards d'euros par an, niches fiscales... 73 milliards d'euros annuels.

Alors, réduire les dépenses ou augmenter les recettes ? S'attaquer aux pauvres ou aux riches...
Cherchez l'erreur !



La conférence de Copenhague, présentée depuis des mois comme historique, s'est achevée dans le chaos et a accouché d'un texte insipide, pour le moment adopté simplement par une trentaine de chefs d'états et de gouvernements des pays développés et émergents, tandis que la conférence des Nations unies a simplement pris note.

Le refus des États-Unis de s'engager réellement dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'inconsistance de l'Union Européenne qui aurait pu être le moteur de ces négociations, le jeu de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud qui a divisé le G 77, le poids des grands lobbies industriels et des multinationales ont abouti à un échec que le pire scénario ne pouvait pas laisser imaginer

S'il mentionne la nécessité de limiter le réchauffement climatique de la planète de 2° C par rapport à l'ère pré-industrielle, ce texte ne fixe aucun objectif contraignant pour les pays signataires.

Chaque pays fera donc ce qu'il voudra. Il est à craindre que les 30 milliards de dollars d'aide aux pays les plus pauvres face au changement climatique pour les trois prochaines années proviennent d'une reconversion de l'aide au développement déjà promise comme cela a été annoncé par certains pays développés.

Pire, le texte indique qu'il faut utiliser les opportunités du marché, développant la finance carbone qui a pourtant déjà fait la preuve de son inefficacité en matière de réduction des émissions. La spéculation financière trouvera donc un nouveau champ d'action.

Comment imaginer que les responsables de la crise économique mondiale puissent « sauver » la planète alors qu'ils ont juste réussi à concourir à la perte du système financier et économique.

Extraits du journal de Sud Rail PSL.



Prud'homales: Sud en passe d'obtenir 330 000 euros de subventions. Le conseil d'état a jugé illégale la décision, en 2008, d'exclure Solidaires (Sud) des subventions pour la campagne prud'homale.

Ces décisions prouvent que notre syndicalisme delutte(...)est installé durablement dans le paysage syndical. Le gouvernement, le patronat et tous ceux qui refusent cette réalité et veulent la contourner devront compter avec elle et cesser de jouer avec les règles démocratiques